



Projet WAIPRO

“Improving food security in West Africa through revitalizing irrigation systems performance and productivity and promotion of agricultural water and small-scale irrigation”

“Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ”

Compte-rendu de l’atelier de lancement

Tenu à l’ Hotel Splendid à Ouagadougou, Burkina Faso,

Les 20 et 21 juillet 2009

Ouagadougou, Août 2009

Compte-rendu de l'atelier de lancement du projet WAIPRO

“Improving food security in West Africa through revitalizing irrigation systems performance and productivity and promotion of agricultural water and small-scale irrigation”

“Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ”

Ouagadougou, 20 et 21 juillet 2009

Edition : Hervé Lévite

*IWMI International Water Management Institute - Bureau Afrique
s/c M. Clément Ouedraogo, Coordinateur du projet
au Secrétariat Exécutif du Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CILSS 03 BP 7049 Ouagadougou, Burkina Faso.*

Crédit photos : Emmanuel Sanou et Hilmy Sally

Sommaire

	page
Liste des acronymes	4
Résumé /Summary	5
Préface	6
Introduction à l'atelier	7
Programme de l'atelier	8
Synthèse des débats	10
Rapport de visite de terrain	15
Liste des participants	17
Annexes	
Annexe 1 : Discours d'ouverture	18
Annexe 2 : Liste des présentations	27
Annexe 3 : Résumé du projet en français	28
Annexe 4 : Résumé du projet en anglais	30

Liste des acronymes

ANID Association Nigérienne pour l'Irrigation et le Drainage

ARID Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage

CEDEAO Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest

CILSS Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

CNID-B Comité national pour l'irrigation et le drainage du Burkina Faso

DADI Direction de l'Aménagement et du Développement de l'Irrigation, Burkina Faso

DGGR Direction Générale du Génie Rural, Niger

FAO Food and Agriculture Organization

IFDC International Fertilizer Development Corporation

INERA Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles, Burkina Faso

INRAN Institut National de Recherche Agronomique du Niger

IWMI International Water Management Institute

ONAHA Office National des Aménagements Hydro-Agricoles, Niger

ROPPA Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest

USAID United States Agency for International Development

WARDA African Rice Center (ADRAO)

Résumé de l'atelier

L'atelier de lancement du projet WAIPRO s'est déroulé durant deux jours à Ouagadougou les 20 et 21 juillet 2009. Il a réuni plus de trente experts, essentiellement des intervenants sur le projet, car il s'agissait d'un atelier avant tout méthodologique. Ce dernier a permis aux différents partenaires de se mettre d'accord sur les stratégies d'intervention et les méthodes à utiliser dans les deux pays, le Burkina Faso et le Niger. Les Comités Nationaux d'Irrigation et de Drainage sont prêts à piloter les diagnostics participatifs sur plusieurs périmètres irrigués identifiés, à mettre en œuvre des tableaux de bords de gestion de l'eau (benchmarking) puis à définir avec les producteurs des plans d'actions concrets. Ces plans d'action seront mis en œuvre par l'administration et pourront porter sur des actions variées (formation, travaux, achats) pour redynamiser les performances des périmètres irrigués. De plus une recherche action avec tests grandeur nature sur les engrais et les variétés de riz sera lancée par les Instituts de Recherche Nationaux en collaboration avec des centres internationaux. Une réflexion approfondie sur la rentabilité et la productivité sera menée. On retiendra de cet atelier une forte motivation des partenaires mais également une certaine complexité dans le montage qui nécessite un travail complémentaire et sans doute une période de rodage. Un calendrier d'intervention a été défini. Des objectifs quantitatifs doivent être fixés dans les prochaines semaines. Il est prévu un premier comité de pilotage en octobre 2009. Le projet constitue un véritable challenge pour USAID West Africa qui se lance dans ce secteur de l'irrigation en réponse aux défis de sécurité alimentaire au Sahel. Pour le CILSS, l'enjeu est également important dans le cadre d'une relance en cours de ses projets de petite irrigation.

Summary

The WAIPRO project inception workshop took place in Ouagadougou (20-21 July 2009). It brought together over thirty experts, mainly stakeholders of the project during a methodology oriented seminar. The workshop has allowed the different partners to agree on strategies and methods for two countries: Burkina Faso and Niger. National Committees of Irrigation and drainage are ready to start participatory diagnoses in several identified irrigation schemes, and measure and compare their performances (benchmarking) as well as to define with producers concrete action plans. These action plans will be implemented by the administration and may include a range of measures (training, works, equipment) in order to boost the performances of irrigation. Moreover, through action research NARS will field test fertilizers and rice varieties in collaboration with international centers. A reflection on the profitability and productivity will be conducted. This workshop revealed a strong motivation of the partners, but also a certain complexity of the project requiring additional work and a period of trial. A timetable for action has been defined but quantitative targets should be determined in the coming weeks. There will be a first steering committee in October 2009. The project is a real challenge for USAID West Africa which just begins in the irrigation sector in response to the challenges of food security in the Sahel. For the CILSS, the issue is also important in the context of revitalizing its small-scale irrigation initiative.

Préface

La situation en matière de sécurité alimentaire au Sahel demeure tendue. La récente crise de 2007-2008, liée à la flambée des prix agricoles a entraîné des troubles sociaux (« émeutes de la faim ») dans les pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. En 2005 une crise alimentaire est venue frapper le Niger. Il faut s'attendre, en raison des changements climatiques et des fortes pressions démographiques, à une aggravation de la situation en termes de sécurité alimentaire dans les années à venir. Aussi est-il urgent de mobiliser sérieusement les acteurs du secteur agricole en général et du sous-secteur de l'irrigation en particulier.

C'est dans ce cadre que le Bureau Afrique de IWMI a récemment soumis au Bureau régional USAID Afrique de l'Ouest à Accra une proposition de projet de recherche-action visant l'amélioration des performances périmètres irrigués au Sahel.

Cette proposition s'appuie sur une initiative réussie de l'IWMI en Afrique de l'Est dans le cadre du projet APPIA (2002-2007). Les méthodes de diagnostic participatif utilisées et les plans d'action associés peuvent en effet permettre d'augmenter rapidement la production agricole. En jouant sur une participation forte des agriculteurs et en débloquent avec eux certaines contraintes identifiées, les résultats peuvent être très efficaces. Il faut savoir qu'il existe un réel savoir-faire concernant ces méthodes de diagnostics participatifs en Afrique de l'Ouest, savoir-faire qui est entre les mains des Comités nationaux et régionaux d'irrigation et du drainage (membres du réseau ICID). En complément il a été jugé utile d'ajouter des plusieurs innovations à ce projet : 1) une composante dite *benchmarking* afin de développer chez les gestionnaires de périmètres irrigués une véritable culture de suivi technico et économique de leurs périmètres à travers des tableaux de bord 2) une composante d'analyse de la rentabilité et de la productivité des cultures. Enfin, il est aussi proposé de travailler avec les systèmes de recherche nationale sur les aspects fondamentaux que sont les engrais et la sélection variétale.

L'USAID a répondu favorablement à l'IWMI pour le financement de cette opération (environ 2 millions de dollars US pour la première année puis 2 millions en seconde phase) mais en suggérant que le CILSS héberge un tel projet et qu'ainsi cette initiative puisse s'inscrire dans le cadre de la stratégie de relance des projets d'irrigation au sein de cette institution régionale.

Introduction à l'atelier

Le présent atelier de lancement du projet a été essentiellement conçu comme un atelier de travail méthodologique afin de mieux de comprendre la problématique et de repartir les rôles de chacun des partenaires.

L'atelier a réuni pendant 2 jours plus de trente partenaires, en poste dans diverses institutions du Burkina Faso, du Niger, du Ghana, de l'Afrique du Sud et du Mali.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH) du Burkina Faso en présence du Représentant du bureau régional de l'USAID, du Secrétaire Exécutif adjoint du CILSS et de la Directrice Afrique de l'IWMI.

Le mot de bienvenue du CILSS a été suivi respectivement par des allocutions des représentants de l'IWMI, l'USAID et du CILSS. Le Secrétaire Général du MAHRH a prononcé le discours d'ouverture.

Les échanges ont été très ouverts. L'intention était de permettre aux intervenants de faire part de leur vision du projet mais aussi de les entendre sur leur expérience passée sur la maîtrise des techniques de diagnostics participatifs avec plan d'action. Un guide « DRPP » en français édité par la FAO a été remis à chacun des participants (ce guide est disponible sur le site à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/docrep/010/a0489f/a0489f00.htm>)

Le second objectif de l'atelier était de positionner l'opération dans le contexte des politiques nationales et des projets en cours au Burkina Faso ou au Niger, ainsi que dans le cadre des réflexions menées sur la région Sahel par le CILSS, institution qui souhaite, rappelons le, développer ce domaine d'intervention dans les années à venir.

Pour l'USAID Bureau Afrique de l'Ouest, ce projet constitue une action pilote dans le domaine de l'irrigation et il est envisagé de renforcer de telles actions si des éléments probants de réussite sont mis en évidence rapidement.

Il faut noter enfin que hormis la FAO, l'atelier n'était pas ouvert aux Partenaires Techniques et Financiers en raison de son caractère essentiellement méthodologique. Cela ne signifie nullement que le projet devra rester isolé ; bien au contraire il est envisagé de mener avec ces différents partenaires des échanges variés d'information et d'expérience dans les mois qui suivront cet atelier.

Programme de l'atelier

	Lundi 20 juillet 2009	Présentateurs
08 h 30 – 09 h 00	Inscription des participants	
09 h 00 - 09 h 05	Ouverture officielle de l'atelier et tour de table	Presentation par le CILSS
09 h 05 – 10 h 00	Discours (Représentant USAID, représentant IWMI, représentant CILSS, représentant du MAHRH)	
10 h 00 – 10 h 30	Pause café	
10 h 30 – 10 h 45	Présentation du programme de l'atelier et adoption PRESENTATION 1	Hervé Léвите, IWMI Président: CILSS
10 h 45 – 11 h 45	Séance 1: Contraintes et performances des systèmes irrigués Etat des lieux, contraintes et performances des systèmes irrigués au Burkina Faso PRESENTATION 2 Contraintes et performances des systèmes irrigués au Niger PRESENTATION 3	Rapporteur: Boubacar Barry Adolphe Zangre, DADI Bachir Ousseini, Directeur Général du Génie Rural
11 h 45 – 13 h 15	Séance 2 : Analyse des contraintes et des opportunités des systèmes irrigués et développement de plans d'intervention Présentation du projet PRESENTATION 4	Président: Jorge Oliveira Rapporteur: Hilmy Sally Hervé Léвите, IWMI
11 h 45 – 12 h 00	Diagnostic rapide participatif PRESENTATION 5 Benchmarking des performances PRESENTATION 6	Hervé Léвите, IWMI Charlotte de Fraiture, IWMI
12 h 00 – 13 h 15	Analyse de la productivité et de la rentabilité de la culture du riz et du maraîchage PRESENTATION 7 Exemple du cas des fertilisants par IFDC – PRESENTATION 8	Regassa Namara, IWMI Sansan Youl, IFDC
13 h 15 – 15 h 00	Déjeuner	
15 H 00 – 15 h 15	Séance 3 : Retour d'expérience sur la mise en œuvre de plans d'action après diagnostics participatifs	Président: Robert Kagbo Rapporteur: François Ouango
15 H 15 – 15 h 30	Plans d'actions après diagnostics participatifs: Leçons-Atouts- Contraintes. Cas du Burkina PRESENTATION 9	Rémi Coulibaly, CNID-B
15 H 30 – 15 h 45	Cas du Niger PRESENTATION 10	
15 H 45 – 18 h 00	Expériences de l'ARID, bilan et perspectives PRESENTATION 11	Salifou Ahmed, Secrétaire Général ANID Moussa Amadou, Président de l'ARID

Mardi 21 juillet 2009		
8 h 30 – 10 h 45	<p>Séance 4: Travaux de groupe par pays</p> <p>Quelle est votre compréhension du projet sur les activités 1 et 2 (diagnostics et plans d'action) ? Quels objectifs et résultats possibles dans le délai de deux ans ? Quels plans et budgets d'intervention.</p> <p>Puis restitution par pays</p>	
10 h 45 – 11 h 15	Pause Café	
11 h 15 – 11 h 15 – 12 h 00	<p>Séance 5 : Discussion sur les modalités de gestion du projet</p> <p>Débat et propositions concrètes d'intervention</p>	<p>Président: Bachir Ousseini</p> <p>Rapporteur: Mossi Maiga Illiassou</p>
12 h 00 – 13 h 00	<p>Présentation des procédures CILSS et USAID et discussion</p> <p>PRESENTATIONS 12 ET 13</p>	Souleymane Sanou
13 h 00 – 15 h 00	Déjeuner	
15 h 00 – 16 h 30	<p>Séance 5 : Modalités de gestion du projet (suite et fin)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Discussion sur les accords de partenariat et la coordination • Futures étapes du projet et prochaines rencontres 	<p>Président: Amadou Moussa</p> <p>Rapporteur: Youssouf Dembélé</p>
16 h 30 – 17 h 30	Pause Café	préparation d'une synthèse (Hilmy)
17 h 30 – 18 h 30	Présentation de la Synthèse et Clôture par CILSS et USAID	
17 h 30	Réception	
Mercredi 22 juillet 2009		
08 h 00 – 16 h 00	<p>Départ de Ouagadougou pour Mogtédou</p> <p>Visite de périmètre et échanges avec les acteurs</p> <p>Retour à Ouagadougou par Zeniara</p>	DADI, CILSS

Synthèse des débats

Rédigée par Hilmy Sally (IWMI) et Adolphe Zangre (DADI) pour la 5^{ème} séance de travail.

Introduction

Les objectifs de l'atelier ont été les suivants :

- 1) Connaître les parties prenantes, créer une vision partagée du projet, échanger sur les enjeux d'un tel projet pour la sous région et les synergies possibles avec d'autres actions;
- 2) Présenter l'origine du projet (expérience IWMI-ARID) et les méthodologies d'intervention ;
- 3) Harmoniser avec les parties prenantes la compréhension du projet, des objectifs et des résultats possibles;
- 4) Echanger sur les modalités administratives et logistiques;
- 5) Définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et mettre en place un comité de pilotage;
- 6) Définir le cadre de communication (titre du projet, acronyme, site web, langue, intégration dans le contexte);
- 7) Préparer un calendrier précis d'interventions (en particulier pour année 1) et fixer le calendrier du comité de pilotage et du système de suivi-évaluation.

Les travaux de l'atelier se sont déroulés autour de cinq séances :

- 1) Contraintes et performances des systèmes irrigués
- 2) Analyse des contraintes et des opportunités des systèmes irrigués et développement de plans d'intervention
- 3) Retour d'expériences sur la mise en œuvre de plans d'action après diagnostics participatifs
- 4) Travaux de groupe et restitution en plénière
- 5) Modalités de gestion du projet



Photo 1 et 2 . Une vue du panel et de participants (photos Emmanuel Sanou)

SEANCE #1 : Contraintes et performances des systèmes irrigués

Cette séance s'est articulée autour de deux présentations sur les contraintes et performances des systèmes irrigués, la première dressait l'état des lieux au Burkina Faso et la deuxième la situation au Niger. Les présentations ont chacune fait un récapitulatif du potentiel de l'irrigation, la typologie des aménagements hydro-agricoles, les performances des périmètres, les contraintes au développement de l'irrigation et les orientations stratégiques du secteur dans chaque pays respectif.

Les discussions-débats qui ont suivi ont donné des éclaircissements sur divers aspects tels la définition du concept de 'potentiel', le niveau moyen des rendements atteints en riziculture irriguée, le degré de participation des producteurs dans l'identification des contraintes. La question de la disponibilité des ressources humaines adéquates pour conduire le développement du secteur en général et pour la bonne exécution du projet en particulier a aussi été mise en évidence. Il a aussi été décidé de prévoir la participation des représentants des périmètres pilotes dans les futurs ateliers de ce type.

SEANCE #2 : Analyse des contraintes et des opportunités des systèmes irrigués et développement de plans d'intervention

Sept (7) présentations ont alimenté cette séance dont l'objectif était de dégager les grandes lignes méthodologiques du projet.

Une présentation du projet a été suivi de quatre autres sur certains composants spécifiques du projet : (a) le diagnostic rapide participatif APPIA ; (b) le « benchmarking » des performances ; (c) l'analyse de la productivité et de la rentabilité de la culture du riz et du maraîchage ; et (d) la promotion de la petite irrigation (activité 4 du projet).

Les suggestions ont été formulées sur (a) la composition des équipes de diagnostic y compris une implication plus poussée des leaders des groupes de producteurs dans le diagnostic participatif, (b) la période propice pour entreprendre les diagnostics, (c) le besoin de consulter davantage avec les partenaires afin d'affiner les approches méthodologiques, (d) la nécessité de tirer profit des diagnostics qui ont déjà été réalisés dans les pays respectifs, et (e) l'intérêt d'inclure un échantillon aussi représentatif que possible de producteurs, y compris ceux qui sont situés dans les différentes zones du périmètre, ceux qui atteignent divers niveaux de performance et des femmes, pour les études de rentabilité.

Il a été rappelé par l'USAID qu'il fallait harmoniser les indicateurs de performance et de benchmarking préconisés par le projet à ceux employés par l'USAID pour juger du succès de leurs interventions.

La présentation de l'IFDC portant sur ses expériences en matière de gestion intégrée de la fertilité des sols dans des périmètres irrigués au Burkina Faso et au Niger a suscité beaucoup de questions et de discussions. Par exemple, sur les modes d'application et d'épandage d'engrais, les avantages, coûts et l'acquisition de l'Urée Super-granulée (USG), le rôle éventuel des services techniques dans la formation des producteurs et la modernisation des technologies et la diminution des coûts de production.

L'USAID a enfin attiré l'attention des participants sur la complémentarité de ce projet avec d'autres projets et initiatives financés par l'USAID en Afrique de l'ouest tels « West Africa

Seed Alliance (WASA) » et « Agri-business Trade Promotion (ATP) » et à la nécessité de développer des partenariats avec ces derniers.

SEANCE #3 : Retour d'expériences sur la mise en œuvre de plans d'action après diagnostics participatifs

Le représentant de l'ARID d'une part et les représentants respectifs des comités nationaux de l'irrigation et du drainage au Burkina Faso et au Niger d'autre part ont fait connaître leurs expériences relatives à la mise en œuvre des diagnostics participatifs inspirés du projet APPIA. Les exposés, basés sur les cas concrets d'application de l'approche dans les deux pays, ont mis en évidence les points forts et les faiblesses de cette approche.

Parmi les points forts, on peut signaler: (a) l'implication des équipes pluridisciplinaires ; (b) une bonne connaissance des sites avant diagnostic par les équipes ; (c) un bon suivi/supervision des équipes sur le terrain.

Pour ce qui est les faiblesses, on note: (a) un faible niveau de connaissance et d'expérience chez des animateurs en matière d'hydraulique ; (b) une proximité parfois trop grande des équipes avec leurs sites ; (c) l'aspect parfois trop participatif ; (d) un temps sur le terrain trop court et des moyens financiers limités ; (e) une absence de suivi-évaluation pour vérifier l'aboutissement et l'impact des actions après quelques années.

SEANCE #4 : Travaux de groupe par pays et restitution en plénière

L'objet de cette séance était de clarifier les activités à entreprendre dans chaque pays et de définir les rôles et responsabilités des parties prenantes en vue d'atteindre les résultats escomptés pour les différentes activités, accompagnés par un plan de travail/chronogramme et un budget indicatif.

Il s'est agi pour chaque groupe de juger de la pertinence des activités proposées, des délais et des responsabilités.

Le groupe Niger avait déjà élaboré un programme d'action et budget détaillés et les partenaires burkinabè ont par la suite retravaillé leurs propositions pour inclure les détails budgétaires souhaités par le bailleur de fonds. Il a été notamment décidé que :

- Le calendrier du diagnostic doit s'établir en fonction de la disponibilité des ressources humaines de l'IWMI et du mois de carême.
- La composition de l'équipe du diagnostic doit regrouper les experts nationaux (un hydraulicien, un spécialiste en organisation paysanne ou sociologue, un agronome, un économiste), des experts de l'IWMI, des responsables des coopératives, des agents d'appui conseil, un comptable du projet et huit (08) exploitants par périmètres, soit 15 personnes par équipe.

Le représentant de l'USAID a demandé au projet de recaler son programme de travail en deux phases, d'abord du 1^{er} juillet au 30 septembre 2009 et ensuite du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2010, ces phases coïncidant avec l'année fiscale américaine.

Les participants se sont engagés à œuvrer ensemble pour dégager des programmes de travail détaillés et les budgets associés à la fin de l'atelier pour que les fonds puissent être débloqués rapidement.

SEANCE #5 : Modalités de gestion du projet

Il a été noté que la gestion financière doit respecter les normes et les règles CILSS/USAID. Les procédures CILSS et les procédures USAID ont été présentées par Mr Sanou Souleymane du CILSS. Ce dernier a indiqué les pièces justificatives à présenter et les conditions de leur validité, ainsi que sur les conditions de passation des marchés. Afin de faciliter les décaissements, il a été demandé aux acteurs du projet d'envoyer régulièrement les pièces justificatives au CILSS. Les questions ont porté sur :

- L'identification des responsables habilités à certifier des pièces justificatives ;
- La compatibilité des procédures de passation de marché CILSS avec les procédures nationales ;
- La difficulté d'appliquer les exonérations en milieu rural ;
- Le renforcement des capacités et des ressources humaines nécessaires pour l'exécution des procédures CILSS ;
- Le taux à appliquer pour les perdiems ;
- La fourniture de moyens logistiques par le projet ;
- Les indemnités aux fonctionnaires qui exécutent le projet.



Photos 3 et 4. Le staff USAID et IWMI (dr.) (photo Emmanuel Sanou)

A toutes ces préoccupations, le CILSS et l'USAID ont apporté des réponses satisfaisantes, à savoir que :

- Les responsables habilités à certifier sont à désigner par les pays ;
- Vu que les procédures CILSS sont beaucoup plus coercitives, il ne devrait pas se poser de problèmes d'harmonisation avec les procédures nationales. Il est à noter que ce sont les procédures CILSS et non USAID qui seront appliquées dans le cadre de ce projet. Seules quelques grandes lignes des procédures USAID seront prises en compte.
- Chaque pays sera audité ;
- Le problème de détaxe ne se pose pas en milieu rural, une facture globale est établie ;
- Le taux de perdiem reste à débattre et les fonctionnaires ne pourront pas percevoir d'indemnité spécifique (du moins la première année du projet)
- Sur les moyens logistiques différentes options restent à étudier.

Il a été aussi proposé de créer un comité de pilotage régional du projet qui aura un rôle de validation des programmes et un comité technique par pays qui s'occupera du suivi et

évaluation des activités. Le budget du comité de pilotage régional sera dégagé par le CILSS et celui du comité technique national par l'organe de coordination de chaque pays.

La fréquence des réunions du Comité de Pilotage est planifiée par rapport aux réunions d'évaluation à mi-parcours et finale du projet. Quant aux réunions du comité technique, elles seront programmées en fonction des activités de la coordination nationale.

La composition du comité de Pilotage est faite de la manière suivante : IWMI, USAID, CILSS et un représentant par structure et par pays. Pour le comité technique national, la composition sera définie par la coordination nationale.

Il a aussi été proposé un acronyme intitulé comme suit :

- ⇒ **West African Irrigation Project : WAIPRO**
- ⇒ **Projet d'Irrigation en Afrique de l'Ouest : PIAO**

Le site web du projet sera créé au sein de celui du CILSS ou de l'IWMI en fonction de la décision du comité de pilotage.

Le rapport final du projet sera rédigé en anglais, les communications en français ayant des résumés en anglais.

Rapport de visite sur le terrain

Visite à Mogtédó (mercredi 22 juillet 2009)

Cette visite était organisée par la Direction des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI) du Ministère sur ce site situé à 90 km de Ouagadougou. Le président de la coopérative a accueilli les participants dans une salle commune afin de présenter la mission à ses membres.

Les caractéristiques du barrage et de sa mise en valeur ont été présentées par les services du Ministère de l'Hydraulique et des Ressources Hydrauliques. Construite en 1963, cette retenue a vu sa capacité passer de 6,5 millions de m³ à 2,9 aujourd'hui en raison d'un envasement. La digue a une longueur de 2 500m dont 600 m en déversoir. La mise en valeur agricole date de 1968, avec 110 ha irrigués en gravitaire à partir de deux prises d'eau, une principale et une considérée comme secondaire. Le canal principal mesure 3 968 m. Il y a 6 canaux secondaires et 54 canaux tertiaires. D'une manière générale le manque d'eau n'est pas le facteur limitant (sauf lors d'un assèchement complet de la retenue il y a quelques années) mais plutôt l'excès d'eau avec des zones inondées (de 20 à 30 ha) dues à des faiblesses de la digue et un mauvais drainage. Le barrage a aussi une vocation piscicole et d'appui à l'élevage.



Photos 5 et 6 : la réunion de travail du 22 juillet 2009 à Mogtédó (photos Hilmy Sally)

La coopérative rizicole comporte 378 membres qui sont répartis sur 452 parcelles ; on nous explique qu'une importante mise en valeur agricole s'est faite hors de la zone de commande. Il s'agit principalement de maraichage irrigué par siphonage sur la retenue ou pompant les eaux de drainage.

Par ailleurs on apprend qu'un important projet de réhabilitation du site est en cours, sous financement du « Projet Petits barrages » de la Banque Africaine de Développement. Une visite au siège de ce projet à Ziniare dans l'après midi a permis d'en savoir plus. Des travaux réparation de digue, rehausse du déversoir, amélioration du drainage) d'environ 222 millions de FCFA déjà attribués à une entreprise. Les travaux sont programmés pour le mois d'octobre prochain. Il est prévu une importante participation des bénéficiaires, notamment en termes de main d'œuvre pour la protection du bassin versant.

Deux récoltes de riz sont pratiquées sur la zone avec des rendements corrects (de 4,5 à 5 t en saison sèche et 3,5 à 4 t en saison pluvieuse) mais certains agriculteurs produisent jusqu' à 9 t /ha par saison alors que d'autres moins de 3 t. La commercialisation est gérée par la coopérative qui fixe un prix

convenable (entre 175 et 250 FCFA le Kg). Elle bénéficie d'un réseau actif de femmes étuveuses (au total environ 200 femmes réparties en plusieurs groupes d'une dizaine environ); les produits sont également achetés par des commerçants qui viennent des pays côtiers (par ex. le Togo). Cette expérience des groupes de femmes a été capitalisée par ROPPA et ses partenaires au niveau national.



Photo 7 :/ mise en place de siphons au droit de la digue pour développer une irrigation « parallèle » (photo Hilmy Sally)

La coopérative bénéficie de crédits de 12 mois à 7 % pour acheter des engrais (cela a été initié par la FNOP). Depuis la crise des prix en 2008, l'Etat donne des engrais et demande en contrepartie une acquisition à prix réduit (115 FCFA / Kg) de 15 % de la production ce qui est contesté par l'assemblée générale de la coopérative.

La gestion de l'eau nous est présentée sur le terrain par l'aiguadier. Il existe aussi un comité local de l'eau et un comité d'usagers de l'eau. Les redevances irrigation (100 FCFA /are pour le maraichage et 16 900 FCA/ha pour le riz) sont payées à la coopérative. Signalons enfin que la commune de Mogtéo est depuis la décentralisation propriétaire du barrage et reçoit à ce titre environ 1000 FCFA par producteur et par an.

Grâce à la DADI, il y a eu diverses formations spécifiques notamment sur la gestion, les respects des calendriers culturels, les techniques culturales.

En conclusion, ce périmètre bien documenté bénéficie d'un dynamisme local remarquable et d'un encadrement apprécié. Il connaît néanmoins des problèmes divers et mérite à ce titre une attention particulière de la part du projet, notamment un diagnostic approfondi, qui pourrait se concentrer sur les questions environnementales (durabilité dans un site soumis à l'envasement, problèmes de drainage, santé), les questions économiques et institutionnelles (valorisation des produits, multi usage de l'eau, accès au crédit).

Liste des participants

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE - FONCTIONS	ADRESSE
CILSS			
01	Clément Ouedraogo	Coordinateur PRA/M.E.	Secrétariat Exécutif 03 BP 7049 Ouagadougou, Burkina Faso E-mail : clement.ouedraogo@cilss.bf
02	Alfari Issifou	Expert/Gestion de l'Eau	Centre regional AGRHYMET BP 11011 Niamey, Niger Tél. fixe : 227 20 31 53 16 Cell. 227 96 85 13 92 E-mail : A.ali@agrhyment.ne
03	Mahalmoudou Hamadoun	Expert Foncier Rural et Pastoral	CILSS-Secrétariat Exécutif 03 BP 7049 Ouagadougou, Cell. 70 33 69 46 E-mail : Mahalmoudou.hamadoun@cilss.bf
04	Nétoyo Laomaibao	Expert	CILSS-Institut du Sahel (INSAH) BP 1530 Bamako, Mali Tél. fixe : 223 20 22 47 06 Cell. 223 66 74 41 55 E-mail : neteyo@insah.org
IWMI			
05	Hervé LEVITE	Chef de Projet	IWMI/CILSS Ouagadougou, Burkina Faso E-mail : herve.levite@gmail.com Cell. 71 82 61 86
06	Regassa Ensermu Namara	Senior Economist	IWMI CT 112, Cantonments, Accra, Ghana Cell. 024 220 72 49 E-mail : r.namara@cgiar.org
07	Boubaccar Barry	Chercheur	IWMI CT 112 Accra Tél. fixe : 0233 217 84 753 Cell. 0233 244 77 25 25 E-mail : r.namara@cgiar.org
08	Charlotte de Fraiture	Chercheur	IWMI, CT 112, CANTONMENTS, ACCRA GHANA Tél. : 233 240 654 545 E-mail : c.fraiture@cgiar.org
09	Hilmy Sally	Head, IWMI Southern Africa	IWMI Southern Africa PVT BAG X813, Silverton 0127 Tél. fixe : 27 12 845 91 00 Cell. 27 82 82 86 736 E-mail : h.sally@cgiar.org
10	Akissa Bahri	Directrice Afrique	IWMI PNB CT 112 Cantonments Accra, Ghana Tél. +233 21 78 47 53 / 4 Cell. + 233 24 26 76 595 E-mail : a.bahri@cgiar.org
USAID			
11	Gary Cramer	USAID	USAID - General Development Officer / agriculture specialist US Embassy Niamey, Niger E-mail : cramerg@state.gov
12	Jorge Oliveira	Conseiller en Sécurité alimentaire	USAID / WA BP 1630 Accra / Ghana Cell 0244 313 479 Email : joliveira@usaid.gov
13	Robert Kagbo	Senior Ag. Advisor	USAID BP 1630 Accra / Ghana Tél. Fixe : 233 21 741 200 Cell. 233 244 313 549 Email : rkagbo@usaid.gov
FAO			
14	Brahim Kébé	Fonctionnaire chargé de la production et de la protection des cultures	Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest Bp 1628 Accra, Ghana Tél. fixe : 233 10 10 930 (ext. 3123) Fax : 233 70 10 943 E-mail : brahim.kebe@fao.org
IFDC			
15	Sansan Youl	Agronome Système	IFDC BP 82 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. fixe : 226 50 37 45 03 / 05 Cell. 70 26 45 38 syoul@ifdc.org
EDEAO			
16	Mahamane Dédéou Touré	Chargé de programmes	CEDEAO / CCRE Abuja BP 1437 Ouagadougou Tél. fixe : 50 33 00 90

		régionaux	/91 Cell. 70 45 52 92 mdtoure@yahoo.fr
BURKINA FASO			
17	Ouango D. François	Président	Comité Burkinabé d'Irrigation et du Drainage (CNID-B) Ouagadougou, Burkina Faso 01 BP 6478 Ouaga 01 Tél. fixe : 226 50 36 36 19 Cell. 226 70 25 69 61 E-mail : tiladoday@yahoo.fr emergence@fasonet.bf
18	Youssouf Dembélé	chercheur	INERA BP 910 Bobo-Dioulasso, Burkina Faso Tél. fixe : 20 97 52 68 Cell. 70 30 44 56 E-mail : yldembele@yahoo.fr
20	Ousseini Ouédraogo	Chargé de programme	ROPPA 09 BP 884 Ouagadougou 09 Tél. fixe : 50 36 08 25 Cell. 70 16 39 39 Ousseini.ouedraogo@roppa-ao.org
21	Sende Mamounata	Secrétaire Technique	Association régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) 01 BP 594 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. 50 30 43 61 Cell. 70 43 33 26 E-mail : mamounatas@yahoo.fr
22	Rémi Coulibaly	Secrétaire Général	Comité Burkinabé d'Irrigation et du Drainage (CNID-B/ARID) BP 547 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. fixe : 50 36 36 19 Cell. 70 24 11 56 E-mail : hagnamou2000@yahoo.fr
23	Oumar Seydina Traoré	Directeur des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI)	Direction des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI) Ouagadougou, Burkina Faso Tél. fixe : 50 49 99 00 / 01 / 02 Cell. 70 15 06 47 E-mail : cppiv@fasonet.bf seydina02@yahoo.fr
24	Moussa Amadou	Président	Association régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) 01 BP 594 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. fixe : 226 50 30 43 61 Cell. 227 96 25 54 26 E-mail : m.amadou@yahoo.fr
25	Adolphe Zangré	Ingénieur Agronome Chef du Service d'Appui à la mise en Valeur	Direction des Aménagements et du Développement de l'Irrigation 03 BP 7053 Ouagadougou – Burkina Faso Tél. fixe : 50 49 99 00 à 09 Cell. 70 26 03 81 Email : azangre@hotmail.com
26	Adama Ouédraogo	Secrétaire Général ARID	ARID 01 BP 594 Ouagadougou 01, Burkina Faso Tél. fixe : 50 30 43 61 Cell. 70 21 60 72 E-mail : ac3e@fasonet.bf ; info@arid-afrique.org
27	Delphine Bernadette Ouédraogo	Secrétaire Permanente du CONACILSS	CONACILSS Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques 01 BP 5910 Ouagadougou 01 – Burkina Tél. (+226) 50 46 99 40 / 39 Cell. 70 24 05 07 Email : bdelphine@fasonet.bf
NIGER			
28	Bachir Ousseini	Directeur Général	Direction Générale du Génie Rural (DGGR/MDA) BP 241 Niamey, Niger Tél. Fixe : 227 20 73 21 48 Cell. 227 93 93 75 53 E-mail : bachousseini@yahoo.fr
29	Ahmed Salifou	Secrétaire Général	Association Nigérienne pour l'Irrigation et le Drainage (ANID) BP 241 Niamey, Niger Cell. 227 96 98 13 07 E-mail : salifou_ahmed@yahoo.fr
30	Elhadj Saminou Dango	Directeur Régional	Office National des Aménagements Hydro Agricoles (ONAHA) BP 80 Tillabéri, Niger Tél. fixe : 227 20 711 240 / 207 112 40 Cell. 227 96 87 69 68 / 96 88 52 85 E-mail : elhadjsaminou@yahoo.fr
31	Mossi Maiga Illiassou	Chercheur	l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN) Bp 429 Niamey, Niger Cell. 227 94 96 05 25 E-mail : imossim@yahoo.fr

Annexes

Annexe 1 : Discours lors de la cérémonie d'ouverture

DISCOURS DE MONSIEUR LE SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT DU CILSS

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso,

Madame la Secrétaire Permanente du Comité National du CILSS du Burkina Faso,

Monsieur le Représentant de l'USAID,

Monsieur le Représentant de l'International Water Management Institute (IWMI),

Monsieur le Représentant de la FAO au Burkina Faso,

Monsieur le Représentant de la Commission de la CEDEAO,

Monsieur le Représentant du ROPPA,

Monsieur le Représentant de l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID),

Messieurs les Représentants de l'INRAN au Niger et de l'INERA au Burkina Faso,

Monsieur le Directeur du Génie Rural du Niger,

Monsieur le Directeur des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI) du Burkina Faso,

Distingués invités, Chers participants, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais, au nom du Secrétaire exécutif du CILSS, exprimer toute ma profonde gratitude aux autorités du Burkina Faso pour avoir accepté d'abriter cet atelier de lancement du projet intitulé : « Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ». Je souhaite la bienvenue à tous les participants qui, de près ou de loin, sont venus prendre part à cette importante rencontre.

Cet atelier de lancement vise à créer les conditions nécessaires pour permettre à ce projet qui, comme son nom l'indique, d'avoir un impact significatif dans les performances de nos systèmes irrigués et dans la promotion de la petite irrigation. Ce projet est financé par l'USAID. Il doit durer deux ans, de 2009 à 2011 et s'exécuter en deux phases dont la première commence en 2009. Chaque phase va mobiliser 2 000 000 \$.

Ce projet vient vraiment à point nommé, lorsqu'on considère les conditions particulièrement difficiles de la production agricole au Sahel et plus précisément dans les pays ciblés par le projet que sont le Niger et le Burkina Faso.

Le Sahel est connu pour être la zone la plus vulnérable au monde face au changement climatique. L'agriculture ouest-africaine connaît d'énormes retards dans son développement et doit relever de nombreux défis pour que la sécurité alimentaire pour tous soit assurée. Cette situation nous interpelle à des investissements conséquents pour sécuriser et accroître la production agricole au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

C'est Pourquoi, je voudrais féliciter l'USAID qui a pris l'initiative d'appuyer le CILSS en collaboration avec l'IWMI pour mettre en œuvre ce projet de recherche-action, qui permettra d'avoir des résultats objectivement vérifiables d'amélioration de la productivité sur nos périmètres irrigués.

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames, Messieurs,

La qualité et la diversité des différentes parties prenantes au projet, sous la direction de l'IWMI dont nous connaissons toute la rigueur d'analyse et le professionnalisme, nous rassure quant à l'atteinte de résultats concrets sur les sites ciblés et à la création d'un impact visible pour l'ensemble de la sous région. Le choix du CILSS pour gérer ce projet constitue en plus un facteur de succès, au regard de sa longue expérience dans la gestion des projets et programmes multi-pays et son engagement en faveur de la promotion de la petite irrigation au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames, Messieurs,

Le projet que nous allons mettre en œuvre représente un exemple de partenariat constructif qui va impliquer à un haut niveau les directions techniques de l'agriculture de nos Etats, les systèmes nationaux et internationaux de recherche agricole, les organisations paysannes, la société civile, les exploitants agricoles, sous la coordination du CILSS et l'appui technique de l'IWMI.

Permettez-moi de mettre en relief la démarche méthodologique cohérente envisagée par le projet, qui permettra à partir de diagnostics de terrain sur des périmètres identifiés, d'élaborer des plans d'action à mettre en œuvre de manière participative pour observer des améliorations concrètes sur les rendements des périmètres irrigués.

Le projet prévoit également de renforcer les capacités des exploitants, de disséminer les importants acquis obtenus et de promouvoir la petite irrigation au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Au vu des lourds défis à relever par ce projet, je voudrais saluer encore une fois de plus votre forte participation à cet atelier de lancement, qui nous permettra de définir ensemble et de manière consensuelle, les responsabilités de chaque partie prenante, de donner les informations et d'affiner les outils nécessaires à l'atteinte de l'objectif que nous nous sommes fixé.

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames, Messieurs,

Avant de terminer, permettez-moi d'adresser mes vifs remerciements au Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso, pour son appui combien important dans la préparation de cet atelier.

Je voudrais également saluer l'IWMI en tant que coordonnateur technique de ce projet pour son implication totale dans la préparation du présent atelier et sa disponibilité à mettre en œuvre toute son expérience afin que des résultats concrets soient obtenus à la hauteur des attentes des bénéficiaires.

Je voudrais enfin saluer tous les autres partenaires, l'ARID, le ROPPA, l'IFDC, la Direction de l'agriculture du Niger et les systèmes nationaux de recherche agricole du Niger et du Burkina Faso dont la contribution à ce projet sera capitale pour l'accroissement des performances de nos systèmes d'irrigation.

A l'heure où toute la Communauté internationale est préoccupée par le développement de l'agriculture africaine notamment en Afrique subsaharienne, les résultats de notre projet vont permettre d'avoir un impact significatif sur les programmes sous régionaux d'amélioration de la productivité agricole et de fournir des enseignements pratiques à la portée de nos exploitants.

Ce projet constitue un important outil d'amélioration de la petite irrigation qui comme vous le savez, est une des composantes majeures de la Coalition mondiale sur l'eau pour faire reculer la faim au Sahel et en Afrique de l'Ouest, une initiative portée actuellement par le CILSS.

Au regard de toutes ces nombreuses attentes, je voudrais vous exhorter et vous encourager à être assidus et persévérants durant ces deux jours, afin d'atteindre tous les objectifs visés par le présent atelier.

C'est sur cette note d'espoir que je vous souhaite plein succès à vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.

DISCOURS DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE

Monsieur le Secrétaire exécutif du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel ;

Monsieur le Représentant de l'International Water Management Institute (IWMI) ;

Monsieur le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture au Burkina;

Monsieur le Représentant du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ;

Monsieur le Représentant de l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) ;

Monsieur le Représentant de l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN);

Monsieur le Représentant de l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) ;

Monsieur le Directeur du Génie Rural du Niger;

Monsieur le Directeur des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI) ;

Distingués invités, Chers participants, Mesdames et Messieurs.

Avant d'entamer mon propos, je voudrais vous remercier de votre présence effective à cette cérémonie, consacrant l'ouverture de l'atelier méthodologique du projet intitulé «Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ».

Je saisis cette opportunité pour réitérer notre profonde gratitude au CILSS, à l'IWMI, ainsi qu'à tous les partenaires techniques et financiers pour l'assistance administrative et technique apportée à la formulation et à la réalisation de ce projet.

Mesdames et Messieurs

Il me plaît de rappeler ici qu'au delà des politiques et stratégies de développement agricole mises en œuvre ces trois dernières décennies, le Burkina Faso s'est engagé dans un processus d'intensification durable des productions agro-sylvo-pastorales, amorcé en Janvier 2008, à la faveur de la douzième Journée Nationale du Paysan.

La vision de **l'intensification des productions agro-sylvo-pastorales** est de contribuer durablement au renforcement de la sécurité alimentaire, d'assurer une croissance économique soutenue du secteur rural, fondée sur le développement d'une agro-industrie compétitive, intégrée au marché et basée sur la l'accroissement et la diversification des productions agro-sylvo-pastorales.

Vous conviendrez avec moi que la crise alimentaire et financière, survenue l'année précédente à l'échelle de toute notre planète conforte à n'en pas douter cette option.

Les mesures d'urgence prises par le Gouvernement pour juguler cette crise ont permis d'enregistrer au cours de la campagne agricole 2008-2009, une augmentation de 36 % de la production nationale de céréales par rapport à la campagne agricole 2007-2008.

Mesdames et Messieurs

Ces acquis illustrent la nécessité pour notre pays de renforcer les politiques de soutien de l'Etat à l'intensification des filières agro-sylvo-pastorales, mais également à la diversification des productions.

En effet, les différentes mesures et politiques agricoles ont créé les bases d'un essor réel des productions agro-sylvo-pastorales, mais elles n'ont pas encore permis de générer suffisamment de croissance pour contribuer à réduire de façon significative la pauvreté, et renforcer durablement la sécurité alimentaire. C'est pourquoi de nouvelles voies sont à identifier et à explorer.

Dans cette optique, la maîtrise de l'eau, relativement au contexte de climat semi-aride du pays, constitue une alternative incontournable.

En effet, instruit des limites objectives de la production agricole de saison hivernale, le Gouvernement a aussi développé depuis les années 70 des stratégies de maîtrise de l'eau pour améliorer la productivité agricole. Plusieurs types d'aménagements ont alors vu le jour avec la construction de nombreux petits barrages en terre et périmètres associés.

Les résultats cependant mitigés de la valorisation de ces aménagements hydro-agricoles, au regard de l'existence d'un important potentiel en eau et en terres aménageables, ont conduit le Gouvernement à adopté en décembre 2003, une stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée à l'horizon 2015.

L'objectif majeur de cette stratégie demeure la contribution à l'atteinte des objectifs du millénaire en matière de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales, notamment par :

- 1) la conception et la mise en œuvre d'approches, d'instruments efficaces de développement de l'agriculture irriguée, adaptés aux différentes formes et de catégories d'irrigation ;
- 2) la réhabilitation, l'extension et l'exploitation efficace de 60 000 hectares, de toutes formes d'irrigation ;
- 3) l'accroissement et la diversification durables de la production, pour améliorer la sécurité alimentaire nationale et accroître la valeur ajoutée agricole.

Le projet pour lequel nous sommes réunis ce matin, dont l'objectif global est d'identifier et de mettre en œuvre des interventions concrètes qui permettent de revitaliser les performances et la productivité des systèmes irrigués s'inscrit parfaitement dans la dynamique actuelle de mise en œuvre de cette ambitieuse stratégie et je voudrais m'en réjouir.

Mesdames et Messieurs,

Nonobstant les nombreuses initiatives gouvernementales, malgré les énormes efforts des acteurs sur le terrain, des entraves majeures compromettent toujours l'optimisation des exploitations agricoles irriguées. En effet, sur ces espaces de production, la gestion optimale de l'eau, ainsi que l'entretien des infrastructures hydrauliques souffrent aujourd'hui d'insuffisances d'ordre technique, organisationnel, institutionnel et environnemental, surtout avec le désengagement de l'Etat.

Pour que le développement de l'agriculture irriguée atteigne les objectifs escomptés, il faut une application stricte des règles de bonne gestion sur les périmètres irrigués comme le respect du tour d'eau, le paiement des redevances, l'entretien des équipements, la gestion des fonds etc., afin de garantir la pérennité des investissements.

Dans ce sens, je voudrais me féliciter de la tenue du présent atelier qui regroupe les principaux acteurs techniques de l'irrigation vise à :

- 1) connaître les parties prenantes, créer une vision partagée du projet, échanger sur les enjeux d'un tel projet pour la sous- région et les synergies possibles avec d'autres actions;
- 2) présenter l'origine du projet (expérience IWMI-ARID), les méthodologies de recherche-action (diagnostic et plans d'action) et de benchmarking;
- 3) harmoniser avec les parties prenantes la compréhension du projet, des objectifs et des résultats possibles;
- 4) échanger sur les modalités administratives et logistiques;
- 5) définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et mise en place d'un comité de pilotage;
- 6) définir le cadre de communication (titre du projet, acronyme, site web, langue, intégration dans le contexte);
- 7) préparer un calendrier précis d'interventions (en particulier pour année 1) et fixer le calendrier du comité de pilotage et du système de suivi-évaluation.

Mesdames, Messieurs,

D'un coût global de 2 millions de dollars US, ce projet d'une durée de deux ans avec une première phase d'un an, implique un consortium de partenaires techniques notamment, le CILSS, l'IWMI, l'INERA, l'INRAN, la DADI, la DGR et l'ONAHA du Niger, le WARDA, l'IFDC, l'ARID, le ROPPA, l'ECOWAS-Water Resources Coordination Unit, et interviendra au Burkina Faso et en République soeur du Niger

Au Burkina Faso, il permettra à terme d'améliorer significativement les performances de 460 ha de périmètres irrigués sur les plaines de Karfguela et de Mogtédou, et de renforcer les capacités d'environ un millier de producteurs, ainsi que la diffusion et le partage des connaissances acquises.

Chers participants, Les résultats escomptés de cet atelier me paraissent importants et demeurent essentiels pour une meilleure valorisation des périmètres irrigués en général et des sites identifiés dans le cadre de ce projet.

Aussi, je demeure convaincu qu'à l'issue de vos 48 heures d'échanges d'expérience et de discussions, sortiront des recommandations pertinentes pour l'atteinte des objectifs que vous vous êtes fixés.

Monsieur le Secrétaire Exécutif ; Mesdames, Messieurs

Avant de clore mon propos, je voudrais au nom du Gouvernement et des populations bénéficiaires du projet, réitérer nos remerciements au CILSS, pour sa constante sollicitude à l'endroit de la politique

agricole du Burkina en général et en particulier, pour l'appui technique à apporter dans la mise en œuvre de ce projet.

Tout en souhaitant un franc succès aux travaux qui vont se dérouler, je déclare ouvert l'atelier méthodologique de mise en œuvre du projet «Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ».

Je vous remercie.

DISCOURS DE MADAME LA DIRECTRICE DE IWMI AFRIQUE

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques,

Messieurs le Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS,

Messieurs les Représentants de l'USAID,

Monsieur le Représentant de la FAO au Burkina Faso,

Messieurs les Participants du Burkina Faso et du Niger,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je participe aujourd'hui au nom de l'International Water Management Institute à la cérémonie d'ouverture de cet atelier sur « l'Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation ».

Ce projet, financé par l'United States Agency for International Development (USAID), vise l'amélioration des performances et de la productivité de certains systèmes irrigués par le biais de l'identification et de la mise en œuvre d'interventions ciblées au Burkina Faso et au Niger. Il s'inscrit dans le cadre de la politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP) et du programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD.

Les interventions prévues dans le cadre de ce projet seront mises en œuvre par un consortium comprenant des institutions nationales de recherche et de vulgarisation agricole, l'Institut National de Recherche Agricole du Niger (INRAN) et l'Institut National de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso, des organismes de gestion de l'irrigation, la Direction des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DADI) au Burkina Faso et la Direction du Génie Rural (DGR) et l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA) au Niger, et des ONG ayant une expertise permettant de revitaliser les systèmes irrigués existants, l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) et le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le tout sous la direction et avec le soutien du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel et de l'International Water Management Institute (IWMI). Le Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO) et l'International Center for Soil Fertility

and International Development (IFDC) participeront pour ce qui concerne les améliorations des pratiques agronomiques. Les agriculteurs seront des partenaires à part entière du processus.

L'International Water Management Institute (IWMI) est un des membres du Groupe Consultatif de Recherche Agricole Internationale. L'IWMI a pour mission de conduire et promouvoir des recherches afin d'améliorer la gestion des ressources en terre et en eau pour l'alimentation, le bien-être et l'environnement des pays en développement et de contribuer au renforcement des capacités de recherche de ces pays. Les programmes de recherche de l'IWMI sont organisés autour de quatre thèmes de recherche : Disponibilité et accès à l'eau ; Utilisation productive de l'eau ; Qualité de l'eau, Santé et Environnement ; et Eau et Société. IWMI développe des outils et méthodes pour traduire la recherche en matière de gestion de ressources naturelles en recommandations qui peuvent être mises en œuvre par des décideurs, des gestionnaires de la ressource et les communautés rurales. IWMI a pour mandat de s'assurer que ces produits sont mis à la disposition d'un public aussi large que possible en tant que biens publics globaux.

Les économies des pays de la région sont caractérisées par un faible revenu par habitant et une croissance démographique très élevée (2,6 %), supérieure à la moyenne du continent. Dans la plupart des pays, en particulier au Sahel, 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et est principalement engagée dans l'agriculture de subsistance, avec peu d'options immédiates pour travailler en dehors du secteur agricole.

De longues périodes de sécheresses et de mauvaises récoltes ont souvent été enregistrées, en particulier dans les zones sahélienne et soudano-sahélienne. Les récentes augmentations des prix du carburant et de la nourriture ont encore aggravé une situation socio-économique déjà très difficile. Le riz est la principale culture irriguée d'Afrique de l'Ouest. Entre 1984 et 2000 sa production a plus que doublé, passant de 3,69 millions à 7,45 millions de tonnes. Toutefois, la productivité des systèmes d'irrigation existants est bien en dessous des standards de performance acceptables et ce pour de nombreuses raisons: i) ils souffrent d'une sérieuse sous-utilisation de leurs capacités, ii) les rendements des cultures sont extrêmement faibles iii) les risques et les incertitudes sont très élevés, vi) l'efficacité dans le transport et dans l'utilisation de l'eau sont parmi les plus bas du monde.

Aujourd'hui la croissance de la population de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest entraîne des besoins alimentaires accrus qui dépassent la capacité de production de l'agriculture pluviale à faible apport d'intrants. Pour répondre au rythme de progression de cette demande alimentaire et à la forte sensibilité climatique de la plupart des systèmes d'exploitation agricoles en Afrique de l'Ouest, l'irrigation reste une composante indispensable dans la stratégie globale d'accroissement de la production agricole.

Le projet se propose d'apporter des réponses à ces défis, une meilleure intégration des programmes menés par différents acteurs et des modes de partenariat innovants pour construire une base solide de connaissances partagées. Il a pour objectifs 1) d'améliorer les performances et la productivité des systèmes irrigués existants grâce à des techniques de gestion appropriées et des innovations institutionnelles, 2) d'augmenter la production et le revenu des irrigants, et de doter les gouvernements de politiques harmonisées, d'outils et de références pour une meilleure gestion des ressources en eau, et 3) de développer une synergie entre les partenaires du présent projet, basée sur leurs complémentarités et valeurs ajoutées, qui peut très significativement répondre aux défis de développement et particulièrement à la lutte contre la pauvreté dans un processus de développement durable.

La collaboration entre les partenaires du projet s'articule autour des trois axes suivants: la recherche-action, le développement et la formation et le renforcement des capacités.

Le projet comporte quatre volets d'activités interconnectées :

1. Un diagnostic comprenant une étude générale, une analyse participative des contraintes et des opportunités des systèmes irrigués existants.
2. L'élaboration et la mise en œuvre de plans d'intervention sur des systèmes irrigués pilotes au Burkina Faso et au Niger.
3. Le renforcement des capacités, une synthèse, la communication et la diffusion des leçons apprises de l'expérience et des enseignements issus de la mise en œuvre de projets pilotes.
4. La promotion de l'eau agricole et de l'irrigation à petite échelle dans le Sahel.

D'autres domaines d'intervention seront définis à la suite des diagnostics participatifs sur les contraintes et les opportunités, dont l'amélioration du transport, la distribution et la gestion de l'eau agricole, le renforcement des associations d'usagers de l'eau et le renforcement des liens avec les services d'appui à l'agriculture.

Nous fournissons l'espoir que les plans d'action qui seront élaborés et mis en œuvre au Burkina Faso et au Niger permettront de tirer des leçons de l'expérience, de les généraliser dans les pays du projet et de les transférer dans toute la région Afrique de l'Ouest.

Nous souhaitons que ce projet permette la mise en œuvre d'une coopération dans la durée entre les différents partenaires. Ce projet sera évalué au terme d'une année et nous espérons que les résultats positifs obtenus permettront de mettre en œuvre un nouvel agenda, le renforcement et la consolidation des activités réalisées.

Mesdames et Messieurs,

Cet atelier de deux jours a quatre objectifs majeurs:

1. Créer une vision partagée du projet et échanger sur les enjeux d'un tel projet pour la sous région et les synergies possibles avec d'autres actions.
2. Présenter les méthodologies de recherche-action et de benchmarking.
3. Définir les modalités de mise en œuvre du projet, les rôles et responsabilités des parties prenantes et mettre en place un comité de pilotage et un système de suivi-évaluation.
4. Préparer un calendrier précis d'interventions, en particulier pour la première année, et s'accorder sur les résultats possibles.

Au nom de l'IWMI, j'espère que cet atelier permettra des échanges enrichissants et fructueux, pour faire en sorte que ce projet soit mis en œuvre dans les meilleures conditions possibles et que nous puissions atteindre les résultats escomptés.

Avant de terminer, je voudrais remercier encore une fois l'USAID pour l'appui apporté à ce projet et pour favoriser une coopération régionale et institutionnelle en matière de recherche agricole dans la sous-région.

Merci de votre attention.

Akiça Bahri, IWMI Afrique

Annexe 2 : Liste des présentations

1	Programme de l'atelier	Hervé Lévite
2	Etat des lieux et analyse des contraintes et potentialités de l'irrigation au Burkina Faso	Adolphe Zangre
3	Développement de l'irrigation au Niger : contraintes et performances	Bachir Ousseini
4	Le projet WAIPRO	Hervé Lévite
5	La méthode DPRP Diagnostic participatif rapide et planification de l'action pour l'agriculture irriguée	Hervé Lévite
6	Le benchmarking	Charlotte de Fraiture
7	Analyse de Productivité su le riz et le maraichage	Regassa Namara
8	Les fertilisants IFDC	
9	Retour d'expérience APPIA Mise en œuvre de plans d'actions après diagnostics participatifs: Leçons- Atouts- Contraintes	Remi Coulibaly
10	Retour d'expérience APPIA Mise en œuvre de plans d'actions après diagnostics participatifs: Leçons- Atouts- Contraintes- <i>Cas du Niger</i>	Salifou Ahmed
11	Bilan et perspectives ARID	Moussa Adamou
12	Synthèse de travail de groupe Niger	
13	Synthèse groupe Burkina Faso	
14	Présentation des modalités administratives et logistiques de gestion du projet	Sanou Souleymane
15	Présentation des procédures CILSS	Sanou Souleymane
16	Intervention de ROPPA	Ousseini Ouédraogo

Annexe 3 : résumé du projet WAIPRO en français

Résumé

Ce projet vise l'amélioration des performances et de la productivité de certains systèmes irrigués par le biais de l'identification et de la mise en œuvre d'interventions ciblées dans deux pays ouest-africains, à savoir le Burkina Faso et le Niger. Les interventions seront mises en œuvre par un consortium comprenant des institutions nationales de recherche et de vulgarisation agricole, des organismes de gestion de l'irrigation, et des ONG ayant une expertise permettant de revitaliser les systèmes irrigués existants, le tout sous la direction et avec le soutien du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel et de l'International Water Management Institute (IWMI). Des plans d'action seront élaborés et mis en œuvre au Burkina Faso et au Niger, avec l'intention de tirer les leçons de l'expérience, de les généraliser dans les pays du projet et de les transférer dans toute la région Afrique de l'Ouest. Cela aidera les pays à lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté en identifiant systématiquement les obstacles à la productivité et à l'efficacité de l'agriculture irriguée (riz principalement).

Le projet comporte quatre volets d'activités interconnectées :

Activité 1: diagnostic comprenant étude générale, analyse participative des contraintes et des opportunités des systèmes irrigués existants.

Activité 2: sur la base des connaissances obtenues par l'activité 1, élaborer des plans d'intervention, et les mettre en œuvre sur des systèmes irrigués pilotes au Burkina Faso et au Niger.

Activité 3: Renforcement des capacités, synthèse, communication et diffusion des leçons apprises de l'expérience et des enseignements issus de la mise en œuvre de projets pilotes.

Activité 4: Promotion de l'eau agricole et de l'irrigation à petite échelle dans le Sahel.

D'autres domaines d'intervention seront définis à la suite des diagnostics participatifs concernant les contraintes et les opportunités, mais les axes prioritaires suivants ont déjà été identifiés à travers l'engagement des partenaires: Améliorer le transport, la distribution et la gestion de l'eau agricole/ Renforcer les associations d'usagers de l'eau / Renforcer les liens avec les services d'appui à l'agriculture.

Le projet garantira que les solutions proposées sont écologiquement et économiquement durables. La réussite du projet s'appuiera sur une forte implication du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), soutenue par l'*International Water Management Institute* (IWMI), en collaboration avec les parties prenantes membres du Conseil Ouest et centre Africain pour la Recherche et le développement agricole (CORAF) à savoir l'institut National de Recherche Agricole du Niger (INRAN) et l'Institut National de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso.

La mise en œuvre de ce projet sur le terrain sera assurée au Burkina Faso par la Direction du Développement de l'irrigation (DDI) et Direction du Génie Rural (DGR) et au Niger par l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA)

La diffusion des résultats sera effectuée par l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) et le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) par l'intermédiaire de leurs points focaux nationaux, ainsi que par la CEDEAO.

L'IWMI mobilisera également le Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO) et l'IFDC (*International Center for Soil Fertility and International Development*) pour ce qui concerne les améliorations des pratiques agronomiques. Les agriculteurs seront des partenaires à part entière du processus.

Étant donné le déséquilibre en matière de genre chez les petits exploitants africains, une attention particulière sera accordée aux partenariats avec des agricultrices.

La vision générale du projet est d'améliorer la capacité des systèmes d'irrigation, d'augmenter les rendements des cultures irriguées, d'accroître le revenu des agriculteurs, de réduire leur vulnérabilité à la sécheresse, de réduire la vulnérabilité des consommateurs devant la hausse actuelle des prix des denrées alimentaires, et de protéger les réserves en devises des gouvernements nationaux en dynamisant le marché intérieur par la production de riz et le soutien à la gestion de l'irrigation.

Ainsi, le projet contribuera à l'Initiative de lutte contre la faim en Afrique (*Initiative Ending Hunger in Africa IEHA*), en particulier dans des domaines liés à la productivité du secteur agricole et l'environnement général du secteur.

Annexe 4 : Summary of the WAIPRO project

This project aims to improve the performance and productivity of selected irrigation schemes through identifying and implementing targeted interventions in two West African countries, namely Burkina Faso and Niger. The interventions will be implemented through a consortium of relevant institutions involving National Agricultural Research and Extension Systems, irrigation management institutions, and NGOs with expertise capable of revitalizing existing irrigation systems under the leadership and support of the Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel and the International Water Management Institute. Plans will be developed and implemented in Burkina Faso and Niger, with the intention that the lessons learned are up-scaled and out-scaled both within the project countries and throughout the West Africa region. It will help these countries to tackle the growing food insecurity and poverty crises by systematically identifying impediments to irrigated agricultural productivity and efficiency of irrigated crops (mainly rice). The project consists of three interconnected strands of activities. These are:

Activity 1: Diagnostic activities involving scoping study, participatory analysis of constraints and opportunities of existing irrigation systems.

Activity 2: Based on the insights obtained from **Activity 1**, develop intervention plans, and implement the same in pilot irrigation systems in Burkina Faso and Niger.

Activity 3: Capacity building, synthesis, dissemination and communication of the lessons learned and the experiences gained from the pilot implementation.

Activity 4: Promotion of agricultural water and small-scale irrigation in the Sahel

More intervention areas will be defined following participatory diagnosis of constraints and opportunities but the following **priority interventions** are already identified through engagement with partners: Improving water conveyance and distribution systems and in-field water management/ Strengthening Water Users Associations/ Enhancing linkages with support services

It will incorporate a strong element of ensuring solutions are environmentally and economically sustainable. The project to succeed will be built through a strong lead of the Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), supported by the International Water Management Institute (IWMI) in collaboration with CORAF stakeholders: Institut National de Recherche Agricole du Niger (INRAN), and the Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) in Burkina Faso. Implementation of this project will be done by the Direction du Développement de l'Irrigation (DDI) in Burkina Faso and the Direction du Génie Rural (DGR) and the Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA) in Niger. Dissemination will be carried out by the Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID) and the Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) through their national focal points and ECOWAS. IWMI will consult with the Africa Rice Center (WARDA) and IFDC regarding the use of best agronomic practices. Farmers will be full partners in the process. Given the gender imbalance of African smallholders, attention will be given to partnering with women farmers. The project's vision is to: enhance the capacity utilization of existing irrigation systems, increase irrigated crop yields, increase farmers' income, reduce farmers' vulnerability to droughts, reduce consumers'

vulnerability to current food price hike, and enhance national governments foreign exchange reserve through boosting domestic rice production and sustain water management. Thus, the project contributes to the Initiative to End Hunger in Africa (IEHA), specifically programmatic areas related to agricultural sector productivity and agricultural sector enabling environment.